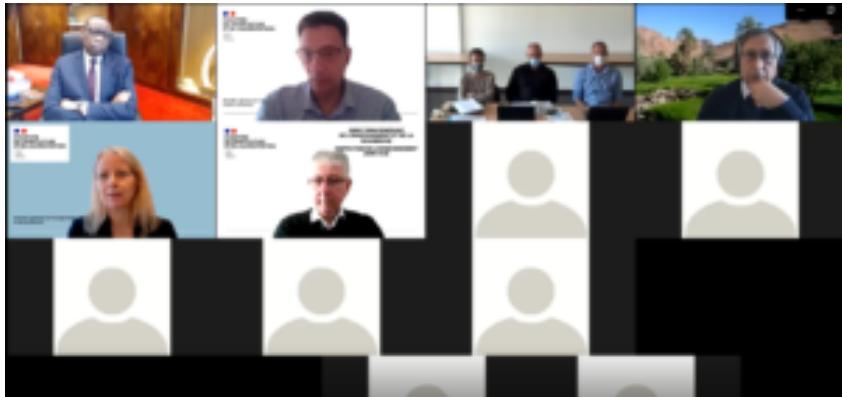


Une coopération ambitieuse pour la formation agricole avec le Cameroun

Le premier Comité de Suivi de la coopération Franco-Camerounaise dans le domaine de l'enseignement et de la formation agropastorale et rurale s'est tenu le 9 mars 2021. Il a été l'occasion de revenir sur la richesse de la coopération menée dans le cadre de la rénovation d'une partie du dispositif de formation professionnelle camerounaise ainsi que sur les nombreuses collaborations en matière de mobilité des jeunes, de création de modules de formation et d'appui à l'entreprenariat.

Le comité de suivi a été marqué par la présence de Son Excellence l'ambassadeur du Cameroun en France et Madame la première conseillère chargée des affaires économiques à l'ambassade du Cameroun à Paris. Ont été également présents, la conseillère aux affaires agricole basée à Abuja au Nigéria, des représentants de l'Inspection de l'Enseignement Agricole (IEA), l'Institut Agro – site de Montpellier, l'Agence Française de développement (AFD) et le Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER).



Comité de suivi du 9 mars 2021 organisé en distanciel

Ce Comité, né d'un accord-cadre intergouvernemental signé en octobre 2018, est co-présidé par le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (SG MINADER) pour la partie Camerounaise, et par la Directrice Générale de l'Enseignement et de la Recherche (DGER).

Les échanges ont été l'occasion de souligner la longue et riche coopération entre le Cameroun et la France autour des deux axes majeurs.

Le premier consiste au suivi d'un *programme de rénovation du dispositif de formation professionnelle agropastorale et halieutique (PCP AFOP)* au Cameroun et pour lequel le MAA, avec l'Institut Agro – école de Montpellier en tant qu'opérateur, est engagé depuis sa genèse en 2008.



Travail sur la plantation d'avocat entre apprenants camerounais et français au

Centre international d'initiation au développement d'Akonolinga (formation en agriculture et pisciculture).

Le second axe regroupe tous les volets de coopérations qui engage le réseau Cameroun de l'enseignement technique agricole de la DGER et qui favorise des mobilités de jeunes apprenants entre nos deux pays, le développement de modules de formation, l'appui à l'entreprenariat, et enfin le renforcement de chaînes de valeurs ancrées dans leurs territoires.

Le réseau Cameroun de l'enseignement agricole comme lien



Zone Sud d'Ebolowa,
rocher Ako Akas,
visite dans le cadre
d'une réflexion
d'aménagement
d'écotourisme

Le réseau Cameroun de la DGER contribue également au programme PCP AFOP dans le cadre de la mise en place de plates-formes pédagogiques autour de la transformation de banane, d'ananas, de manioc et de cacao ou encore de l'agroéquipement et enfin

de l'apiculture.

Au cours de ce comité, La Directrice Générale de l'Enseignement et de la Recherche a souligné l'inscription de la coopération Franco-Camerounaise dans le cadre de la stratégie Europe et International du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA) au titre de laquelle a été réaffirmé le caractère structurant des partenariats privilégiés entretenus avec les pays africains.

Une coopération intégrée dans une stratégie globale au profit d'une dynamique renouvelée

Cette stratégie vise l'appui au développement des filières agricoles, l'accompagnement à la transition numérique des systèmes agro-alimentaires, l'agroécologie, la stimulation de la recherche et de l'innovation ou de la formation des enseignants et des étudiants. Ainsi, le sommet Afrique-France, prévu en juillet 2021 à Montpellier, sera une occasion de mettre en lumière les partenariats entre la France et le Cameroun.

Il a également été rappelé que la dynamique partenariale du MAA renouvelée avec les pays africains, a pour ambition de renforcer l'esprit de co-construction en vue d'aboutir à des impacts durables sur les villes et territoires en Afrique comme en France au bénéfice de la jeunesse. Il s'agit en particulier des 4 engagements pour l'Afrique* de l'enseignement agricole, dont la vocation est de concrétiser ce changement de méthode, en déclinaison du discours du Président de la République française à Ouagadougou en novembre 2017, et qui avait notamment annoncé l'éducation comme priorité absolue du partenariat entre la France et l'Afrique.

Trouver ensemble des solutions ambitieuses et durables

Il a en outre été relevé, à la lumière de la crise liée à la pandémie Covid-19, l'importance de partager entre la France et le Cameroun nos connaissances et de conjuguer nos efforts afin

de trouver ensemble des solutions durables aux défis que représentent le changement climatique et ses conséquences comme notamment la perte de biodiversité, la santé des sols, la santé des animaux et en lien, bien entendu, avec la santé des hommes.

Ainsi, les priorités du MAA, et qui seront probablement au cœur des collaborations futures entre la France et le Cameroun, devraient porter sur ces besoins de transformation de nos systèmes alimentaires vers davantage de durabilité. Le sommet des nations unies sur les systèmes alimentaires de septembre 2021 sera l'occasion de proposer des solutions ambitieuses, comme la transition agroécologique et son enseignement que la France porte à travers le programme Enseigner à Produire Autrement (EPA 2).

Pour en savoir plus sur le Plan *Enseigner à produire autrement, pour les transitions et l'agro-écologie*, [consulter la plaquette](#)

Consolidation et pérennisation du programme PCP AFOP

L'objectif central de la tenue de ce comité résidait dans la mise en œuvre de la 3ème et dernière phase du programme PCP AFOP et dite de « consolidation et de pérennisation », dont l'enjeu essentiel est d'accompagner les partenaires camerounais à relever l'enjeu de la mise en place d'un dispositif de formation agricole et d'accompagnement à l'insertion professionnelle via l'institutionnalisation des fonctions et des compétences développées ces onze dernières années au sein de ce projet.

Dans ce cadre, la DGER a renouvelé son engagement auprès du Cameroun pour la mise en œuvre de cette 3ème phase en mobilisant son expertise et les établissements qui sont sous sa tutelle dont en particulier, l'Ecole Nationale Supérieure de Formation de l'Enseignement Agricole (ENSFEA) et l'Institut Agro.

Dans ce contexte, l’Institut Agro, en lien étroit avec la DGER, dans un esprit de co-construction avec la partie camerounaise, va assurer la coordination du consortium en charge de la mise en œuvre de cette troisième phase, sur une durée de 36 mois et avec un budget de 470 437 077 FCFA TTC (environ 717 000 € via un financement Contrat de Désendettement et de Développement – C2D).

Légende de la photo de tête d’article : Photo des partenaires de la coopération Franco-Camerounaise, réunis au Cameroun, dans le cadre du séminaire de démultiplication du projet Keka Wongan en février 2018 – Projet modèle transféré à d’autres projets de transformation (séminaire organisé par le Collège Régional d’Agriculture d’Ebolowa et l’EPL Nantes-Terre-Atlantique).

Pour en savoir plus sur le [programme C2D au Cameroun](#)

**Pour information – Rappel des objectifs des 4 engagements pour l’Afrique de l’enseignement agricole :*

- – *Soutenir les réformes des dispositifs de formation agricole et rurale en Afrique,*
- – *Intensifier la mobilité réciproque des étudiants et enseignants,*
- – *Co-construire un réseau Afrique-France de formations croisées et de doubles diplômes pour l’avenir des filières agricoles, forestières et agroalimentaires,*
- – *Soutenir les jeunes agriculteurs/éleveurs/transformateurs entrepreneurs africains en les accompagnant dans la phase de préparation et construction de leur projet.*

Contact :

Rachid BENLAFQUIH, Chargé de mission Afrique / Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale / Expertise internationale au BRECI-DGER,
rachid.benlafquih@agriculture.gouv.fr